

# Section des publications en série

par Catherine Omont-Guilmarde\*

**L**a Section s'est consacrée cette année à un sujet d'actualité : « les périodiques électroniques »

Parmi les sujets retenus pour les « groupes de travail » et les « sessions » de l'IFLA 97 à Copenhague, les périodiques électroniques ont eu une place de choix. En effet, ce mode de distribution et de consultation des périodiques est probablement celui de demain, de l'avenir !

## 1 — L'offre actuelle du marché

### A — L'offre d'un éditeur « Carfax »

Pour John Cox, directeur de gestion chez Carfax, jusqu'à ces dernières années, gérer des périodiques était relativement simple. Bien sûr, les bibliothèques scientifiques, pour répondre aux demandes des chercheurs et des étudiants, devaient retenir des priorités dans leurs budgets et faire des choix parfois difficiles. Depuis les années 1980, le prix des périodiques a considérablement augmenté, le nombre d'étudiants a doublé, mais les budgets ont décliné de façon significative ! Ces tendances contradictoires ne sont guère faciles à gérer.

Les éditeurs ont commencé à publier des périodiques électroniques à la suite de demandes informelles des bibliothécaires qui pensaient ainsi trouver une solution à leurs problèmes économiques de gestion de leurs collections. Actuellement, les éditions papier et électronique existent en parallèle. Du côté des bibliothécaires, comment vont-ils pouvoir faire face aux

demandes des usagers, d'information sous forme multiple, souvent d'un coût élevé ?

Des engagements ont déjà été pris par les éditeurs pour mettre en place de nouveaux systèmes d'abonnements et de facturation, qui tiennent compte des situations nouvelles. Ils étudient actuellement le développement de licences permettant un accès plus large aux journaux qu'ils publient, sous forme imprimée ou électronique. L'exemple le plus connu est celui de : Academic Press IDEAL.

Des consortiums d'achat ont également été créés, soit sur une base participative comme le Southern Universities purchasing consortium en Angleterre, ou bien sur une base régionale ou même nationale. Aux USA, il existe actuellement plus de 100 groupes d'achats, le plus connu étant le Ohio-link, qui négocie les licences électroniques pour tout l'État de l'Ohio.

Pour J. Cox, les éditeurs doivent être plus souples en ce qui concerne l'information qu'ils publient, mais les bibliothécaires doivent aussi comprendre qu'il est nécessaire de se rallier à un organisme autorisé à négocier au nom de tous les membres de l'institution concernée ou d'un consortium.

### B — Le point de vue d'un distributeur : Swets & Zeitlinger

Les périodiques électroniques et le distributeur

Les distributeurs ont dû développer de nouveaux services pour permettre l'accès aux périodiques électroniques, et aussi pour simplifier la tâche des bibliothécaires et des utilisateurs, dit A. Prior. Actuellement, les journaux électroniques en texte intégral sont encore l'apanage des grands

distributeurs, comme Blackwell avec son *Electronic journal navigator* ou Swets avec *SwetsNet* ou Dawson avec *Information Quest* ou encore EBSCO avec *Ebscohost*.

C'est dans le domaine du service ajouté que les distributeurs auront un nouveau rôle à jouer, souligne-t-il. Ils développeront également le domaine des liens entre les différentes sources d'information vers les utilisateurs.

Au niveau des prix, actuellement pour obtenir la version électronique d'un périodique, en plus de la version papier, il faut compter 10% à 15% de majoration de l'abonnement normal ; mais la concurrence devient de plus en plus serrée entre les éditeurs qui offrent désormais l'accès à leurs périodiques électroniques, via des licences basées sur des consortiums. Ceux-ci permettent des accès partagés et des usages sur le site presque illimités !

Comme membres de ces consortiums, les bibliothèques vont maintenant s'orienter vers les distributeurs pour les aider dans leur gestion (changements de contrats) ou dans la négociation de licences.

Ils vont également offrir des possibilités de consultations limitées (*pay per view*) au niveau des articles.

### C - Le système DOI (Identificateur d'objets électroniques)

Représentant l'Association des éditeurs internationaux (IPA) et l'Association internationale des éditeurs scientifiques, techniques et médicaux (STM), il a lâché ce nouveau sigle comme un défi à l'avenir.

Le rapport Armati (STM) a révélé que des systèmes de numérotation existaient déjà

\* Bibliothèque nationale de France, département des périodiques.

pour la musique imprimée, les enregistrements, etc. Avec le développement du multimédia, il est apparu nécessaire que le monde du texte se rallie à ces systèmes existants.

Le système DOI est à l'étude depuis deux ans et utilise le système de gestion du CNRI déjà en place à la Bibliothèque du Congrès et au Bureau du copyright américain.

Il se compose de trois parties :

- un numéro d'identification,
- un répertoire automatisé,
- une base de données des propriétaires de contenu, qui obtiendront un « préfixe » après s'être inscrits auprès d'un Directeur de répertoire (DM).

Ce préfixe pourra se combiner avec n'importe quel système de numérotation reconnu : ISBN, ISSN, etc., ou un numéro d'édition interne. Un caractère viendra s'ajouter pour indiquer si c'est un livre, un article (ex : B pour ISBN, S pour ISSN). Le numéro complet sera ensuite enregistré comme identificateur numérique dans une norme internationale.

DOI est un système ouvert, qui permettra d'incorporer d'autres systèmes de numérotation. Ce système se devra d'être global ; une fondation internationale sera chargée de le gérer. Actuellement un groupe d'éditeurs a commencé à le mettre en application, et il sera présenté à Francfort en octobre 1997 !

## 2 — Des projets et des réalisations en cours

### A — Le projet européen «CASA»

J. Di Coco présente le projet CASA. C'est un projet, dit-il, qui doit s'étaler sur trois ans et a commencé en janvier 1997. Il est sous l'égide du groupe «Telematics for libraries» de la Structure IV de l'Union européenne. Le projet CASA a pour but d'aider le travail des professionnels dans les bibliothèques, les agences bibliographiques, les maisons d'éditions et les centres nationaux de l'ISSN ; aussi bien que les usagers, en ce qui concerne les périodiques et les articles de périodiques.

Ce projet de grande envergure peut être résumé en quatre grands points qui vont être testés pendant la phase de mise en application. Il vise à :

— Rendre l'ISSN disponible en ligne, de façon à ce que les bibliothèques participantes au projet puissent s'en servir en réseau.

— Transférer de façon semi-automatique les bibliographies nationales et les catalogues existants dans l'ISSN. Créer un système permettant d'intégrer de façon informatique les nouveaux titres, afin de pouvoir leur attribuer un numéro d'identification ISSN très rapidement.

— Permettre la circulation entre les «OPAC», les bases de données bibliographiques et les serveurs contenant des informations sur les périodiques et les services, en utilisant les informations stockées dans le SSD (les «pages jaunes» de l'ISSN).

— Tester les services que les participants au projet ont l'intention de développer, en utilisant les produits fournis par le projet «CASA» (ex : catalogues dérivés, catalogue d'articles de périodiques disponibles...).

### B — Le Projet «ACORN»

Cet autre projet a été présenté par H. Woodward et P. Kington, dans le cadre du groupe professionnel des publications en séries. Ce projet a vu le jour en Angleterre, à l'université de Loughborough.

Le projet «ACORN» (*Access to course readings via Networks*) est plus restreint que le projet «CASA», mais il met l'accent sur un besoin spécifique en université : l'accès aux articles de périodiques les plus souvent demandés et recommandés par les professeurs dans leurs bibliographies.

Ce projet est financé par «ELIB» (*Electronics libraries programme*) et est un projet de partenariat qui regroupe l'université de Loughborough, l'université de Leicester et la maison Swets & Zeitlinger.

Ce projet offre des avantages, comme de mettre à disposition des documents électroniques sur le réseau du campus, avec des accès nombreux et diversifiés, 24 heures sur 24 !

On peut ajouter à cela la possibilité pour

les étudiants d'imprimer la copie dont ils ont besoin (ceci a été prévu dans le contrat de copyright). Un autre aspect du projet pourrait être la mise en place d'un système de prêt à court terme.

Le projet «ACORN» a permis de sélectionner 317 articles de périodiques les plus demandés, et édités par 89 éditeurs, publiés entre 1955 et 1996. Les articles ont une moyenne de 15 pages. Soixante-dix pour cent des éditeurs ont donné la permission de copyright (57 sur 89), et ceci pour de multiples raisons : la participation de Swets & Zeitlinger comme intermédiaire, la mise en avant d'articles de périodiques et l'idée de partenariat entre les éditeurs et l'université, sous forme de contrat. Enfin les éditeurs attendent de ce projet une remontée d'informations sur les comportements des lecteurs et leurs habitudes de lecture !

Les documents ont été scannés dans le format PDF (*Portable Document Format*) qui tente de devenir un format standard. L'avantage est que l'«Adobe Acrobat» nécessaire pour visionner les articles est bien répandu dans les réseaux universitaires et permet le télé-déchargement.

En guise de conclusion, certaines préoccupations reviennent régulièrement, chez les différents partenaires, quand on parle de périodiques électroniques ; on peut en citer ici quelques unes :

- les droits de copyright,
- la négociation (difficile...) des contrats,
- les délais d'établissement de ceux-ci,
- Le prix de la fourniture de la copie électronique du périodique,
- les autorisations de télé-déchargement et le coût des exemplaires papier,
- la gestion future des périodiques électroniques,
- l'archivage de cette documentation, dite « fragile ».